



SINDICATO NACIONAL DE TRABAJADORES DEL SERVICIO POSTAL MEXICANO “CORREOS DE MÉXICO”



COMITÉ EJECUTIVO NACIONAL

BULLETIN D'INFORMATION BI-HEBDOMADAIRE - ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS DU SECTEUR ENVOI POSTAL DANS LE MONDE ENTIER

N° 9

QUINZAINE 17 – 2026 (1er SEPTEMBRE – 15 SEPTEMBRE 2026)

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

- La Cour suprême des États-Unis a confirmé la suspension provisoire de la mesure fédérale qui visait à obliger l'USPS (le service postal américain) à vérifier une liste d'électeurs approuvés avant de distribuer les bulletins de vote. Le 10 septembre, Jonathan Smith, président du syndicat APWU, a averti que le personnel opérationnel de première ligne se trouvait « pris au piège d'une bataille juridique ». Le syndicat a dénoncé le fait que, face à ces changements soudains, les facteurs et les inspecteurs ne disposaient ni de formation préalable ni de directives claires pour appliquer ces restrictions aux bulletins de vote à quelques semaines des élections de novembre, compromettant ainsi tant le bon déroulement des opérations que les droits des électeurs.
- La NALC (Association nationale des facteurs) a intensifié la pression publique exercée sur le Congrès pour obtenir l'adoption de la *Protect Our Letter Carriers Act* (Loi sur la protection de nos facteurs). Le syndicat a réitéré l'urgence de renforcer les mesures de sécurité physique et d'alourdir les sanctions pénales face à la multiplication des agressions et des vols de clés maîtresses dont sont victimes les employés lors de leurs tournées de distribution sur la voie publique.

CANADA

- L'entreprise publique a annoncé la suppression progressive de la distribution du courrier directement au domicile au profit de boîtes aux lettres communautaires ; cette mesure touchera dans un premier temps quelque 136 000 adresses d'ici la fin de l'année. Le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes du Canada (STTP) a exprimé son ferme refus au cours de la quinzaine écoulée. Le syndicat dénonce des mesures qui portent atteinte à la nature publique du service postal et qui entraîneront une réduction des effectifs globaux à long terme par le biais de l'érosion naturelle de la main-d'œuvre. Pour s'y opposer, le STTP a noué des alliances avec des administrations municipales hostiles à cette mesure afin de freiner l'installation des infrastructures de boîtes aux lettres communautaires.
- Au terme d'un conflit ardu de plus de deux ans, marqué notamment par des grèves nationales, le STTP et Postes Canada ont commencé à appliquer pleinement leur nouvelle convention collective d'une durée de cinq ans (valable jusqu'en janvier 2029). En ce début du mois de septembre, les comités syndicaux veillent à la bonne mise en œuvre des acquis obtenus, notamment la protection des fonds de pension, le droit à la sécurité d'emploi en milieu urbain comme rural, ainsi que le modèle opérationnel de livraison des colis le week-end.

EL SALVADOR

- Le débat initié par les représentants du Syndicat des travailleurs de la Direction générale des postes (SITRACORREOS) concernant la réforme de la Loi spéciale sur les partenariats public-privé reste au cœur des préoccupations des travailleurs. L'initiative présentée à l'Assemblée législative vise à intégrer légalement la Direction générale des postes dans les dispositifs de collaboration avec le secteur privé. Le syndicat soutient que cette mesure est indispensable pour moderniser l'infrastructure postale du pays (qui accuse un retard), acquérir des technologies de distribution de colis et éviter une « privatisation totale » susceptible de menacer massivement les emplois des facteurs et du personnel administratif de l'État.
- Au cours de la quinzaine écoulée, les facteurs et les agents de guichet ont dû faire face aux contraintes opérationnelles liées à la stabilisation du marché

après la révision des tarifs nationaux et internationaux (qui étaient inchangés depuis 2020). Les syndicats soulignent que le lancement de nouveaux services compétitifs, tels que « Mercadería Express » et les envois urgents, nécessite une réévaluation de la charge de travail ainsi qu'un renforcement des ressources et des moyens matériels pour le personnel de distribution dans les différents districts du Salvador.

COSTA RICA

- Les équipes opérationnelles des centres de tri ont dû adapter les flux de traitement en raison des restrictions sur l'expédition de petits colis vers les États-Unis, consécutives à l'application de droits de douane américains sur les envois d'une valeur inférieure à 800 dollars. Les délégués syndicaux ont exprimé leur inquiétude quant à l'impact de cette situation sur les objectifs de collecte d'envois émanant de petites et moyennes entreprises costariciennes ; ils réclament l'ouverture d'un dialogue avec la direction commerciale afin de préserver la stabilité des circuits de collecte de fret international.
- Suite à l'approbation réglementaire de l'Autorité de régulation des services publics (Aresop), Correos de Costa Rica applique désormais une nouvelle grille tarifaire prévoyant des hausses allant jusqu'à 206 % pour certains services postaux traditionnels. L'entreprise a justifié cette augmentation par la chute drastique du volume des envois ordinaires. Les représentants du personnel et les sections syndicales (historiquement affiliés à des organisations telles que l'ANEP) veillent attentivement à ce que cette baisse des flux traditionnels ne serve pas de prétexte au Conseil d'administration pour procéder à des réductions d'effectifs ; ils exigent plutôt le reclassement et la formation des facteurs vers des secteurs à plus forte demande, comme la livraison de colis commerciaux (e-commerce).

CUBA

- Dans le cadre du plan d'austérité du gouvernement cubain annoncé par le Premier ministre Manuel Marrero Cruz (visant à supprimer de nombreux postes administratifs au sein de l'État), la première quinzaine de septembre a été fixée comme date butoir pour que les entreprises publiques achèvent leur réorganisation structurelle. Le SNTIE a veillé, au sein des services postaux, à ce que le processus se concentre principalement sur le gel des postes administratifs vacants afin d'éviter des licenciements massifs de facteurs de terrain.
- En raison de la multiplication des coupures d'électricité paralysant les systèmes informatiques des bureaux de poste, des plans d'urgence élaborés par les collectifs de travailleurs ont été mis en œuvre au début du mois de septembre. Les employés des postes organisent des journées de travail prolongées et ont recours à des procédures manuelles exceptionnelles pour assurer le versement des pensions en espèces à des milliers de retraités, tentant ainsi d'atténuer les longues files d'attente engendrées par les pannes d'électricité.

FRANCE

- Le 15 septembre 2026, les bureaux de La Poste dans toute la France ont subi plusieurs interruptions de service dues à une panne majeure consécutive à une mise à jour informatique défectueuse survenue dans la nuit. Cet incident a paralysé les systèmes d'achat de timbres et d'expédition de courriers et de colis aux guichets, exacerbant le mécontentement des usagers et alourdissant la charge de travail du personnel en bureau de poste.



SINDICATO NACIONAL DE TRABAJADORES DEL SERVICIO POSTAL MEXICANO “CORREOS DE MÉXICO”

COMITÉ EJECUTIVO NACIONAL



- Les principaux syndicats représentatifs de La Poste (tels que FO Com et SUD PTT) ont commencé à s'organiser activement en vue de l'appel à la grève générale du 29 septembre 2026. Les syndicats du secteur postal exigent l'arrêt des politiques d'austérité imposées par la direction de l'entreprise et le gouvernement ; ils réclament des augmentations de salaire pour compenser la perte de pouvoir d'achat ainsi que la fin de la précarisation de l'emploi dans les bureaux de poste à travers le pays.

ALLEMAGNE

- Ces dernières semaines, les représentants syndicaux de Deutsche Post / DHL en Allemagne se sont associés à la vaste campagne de pression menée par la fédération UNI Global Union pour réclamer une modification de la législation de l'Union européenne sur les services postaux. Les syndicats allemands exigent de garantir le financement public du service postal universel et de freiner les tentatives de dérégulation du marché postal européen, arguant que les directives actuelles compromettent la viabilité des opérateurs publics historiques ainsi que la stabilité des conditions d'emploi.
- Le 2 septembre 2026, le puissant syndicat unifié des services ver.di a appelé à une grève d'avertissement de 48 heures. Ce mouvement a fortement perturbé les ports stratégiques du nord du pays. À la suite de cette paralysie, les tensions se sont intensifiées au milieu du mois lorsque plus de 5 500 employés ont rejeté l'offre salariale présentée par l'Association centrale des opérateurs portuaires allemands (ZDS). Avec 64,7 % des voix contre la proposition de l'employeur, ver.di a ouvert la voie à l'organisation d'une consultation formelle sur une grève massive à durée indéterminée.

CHINE

- Le syndicat de l'entreprise publique China Post a consacré ses groupes de travail de la quinzaine à l'impact des véhicules de livraison autonomes et des drones, qui ont commencé à être exploités commercialement dans des zones urbaines denses. Les représentants du personnel ont exigé que les plans de déploiement technologique intègrent des programmes obligatoires de reconversion professionnelle financés par l'entreprise, visant à transformer les facteurs traditionnels en superviseurs de flottes autonomes ou en techniciens logistiques au sein de centres de distribution urbains, afin d'atténuer la suppression directe d'emplois.
- Début septembre 2026, le syndicat de China Post a lancé des activités d'intégration à grande échelle pour les employés de terrain dans le cadre du 10e Festival postal des produits agricoles « 919 ». Cette initiative syndicale vise à encourager les facteurs et livreurs des zones rurales à atteindre les premiers objectifs du 15e Plan quinquennal (2026-2030) du secteur postal, récemment dévoilé, qui impose de relier le « dernier kilomètre » des villages agricoles les plus reculés au réseau logistique moderne.

CORÉE DU SUD

- La première quinzaine de septembre a permis de consolider la réorganisation interne du Syndicat national des travailleurs des postes (KPWU), le plus grand syndicat du secteur avec plus de 27 000 membres. L'organisation syndicale fait actuellement l'objet d'une restructuration suite à la destitution et aux poursuites judiciaires engagées contre son ancienne direction pour détournement de cotisations syndicales.
- La Fondation du travail de Corée (Korea Labor Foundation), en collaboration avec des représentants syndicaux, a lancé la campagne de sécurité « 2026 Safety Bridge Project », ciblant spécifiquement les livreurs à deux-roues et les agents de livraison express de colis. Face à la pression croissante liée aux délais de livraison rapides imposés par les algorithmes des entreprises, la campagne a mis en place des

inspections de deux-roues ainsi que des examens de santé obligatoires. Les comités de travailleurs exercent des pressions pour éviter que l'augmentation temporaire de la charge de travail ce mois-ci n'entraîne des accidents dus à une fatigue chronique extrême, un problème historique dans le secteur de la livraison en Corée du Sud.

AFRIQUE DU SUD

- La première quinzaine de septembre a marqué une étape décisive dans le transfert de l'entreprise publique à son nouveau conseil d'administration, après que les experts chargés du redressement financier par la Haute Cour de Pretoria ont déclaré le plan substantiellement mis en œuvre. Des syndicats majoritaires, tels que la *Communication Workers Union* (CWU) et le *Democratic Postal and Communication Workers Union* (DEPACU), ont exprimé leur opposition aux « coûts humains » de ce processus. Bien que le bilan de la SAPO ait retrouvé une solvabilité technique théorique, les syndicats ont souligné que ce résultat a été obtenu au prix du licenciement massif de plus de 4 300 travailleurs et de la fermeture définitive de plus de 350 agences à travers le pays.
- Soutenus par la Fédération sud-africaine des syndicats (SAFTU), des comités de base ont fait pression début septembre sur la directrice exécutive par intérim, Fatima Gani, pour rouvrir les négociations salariales. Les agents postaux de terrain ont exigé une revalorisation immédiate, leurs salaires étant restés gelés ou ayant pris un retard considérable depuis près de dix ans en raison de la crise institutionnelle que traverse l'organisme. Les syndicats ont averti que la stabilisation financière affichée par la SAPO ne serait pas viable si la précarité extrême du personnel restant perdurait.

SOURCE D'INFORMATION :

GovExec.com, Canadian Union of Postal Workers, The Tico Times, Korea JoongAng Daily, South African Post



LA POSTE



ÉLABORÉ PAR: ANGEL BARRIOS CUEVAS
SOUTIEN ADMINISTRATIF

SINDICATO NACIONAL DE TRABAJADORES DEL SERVICIO POSTAL MEXICANO
“CORREOS DE MÉXICO”